

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron  
Centre administratif de Bourran  
ZAC de Bourran  
9 rue de Bruxelles  
12000 Rodez

Rodez, le 03/11/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 09/10/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ**

Rue de la Prade - ZI de Cantaranne  
BP 3201  
12850 Onet-Le-Château

Références : 12-CRARC-2025-144

Code AIOT : 0006802467

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ implanté Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château. L'inspection a été annoncée le 15/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite d'inspection est réalisée dans le cadre de l'action nationale "Contrôle des installations de combustion moyennes".

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOCIETE FROMAGERE DE RODEZ

- Rue de la Prade - ZI de Cantaranne 12850 Onet-le-Château
- Code AIOT : 0006802467
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Fromagère de Rodez se situe sur la zone industrielle de Cantaranne sur le territoire de la commune d'Onet-le-Château. Le site existe depuis 1962.

L'activité consiste en la collecte et la transformation du lait (fabrication de lait et de crème, fabrication de fromages).

L'effectif global sur le site est d'environ 270 salariés.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
12	Efficacité énergétique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9	Demande d'action corrective	4 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rubrique 2910 - Combustion	Code de l'environnement du 29/07/2025, article R511-9	Sans objet
2	Registre MCP	Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116	Sans objet
3	Combustible	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1	Sans objet
4	Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2	Sans objet
5	VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4	Sans objet
6	VLE Chaudières	Arrêté Préfectoral du 23/12/2021, article 8 et 9	Sans objet
7	Conformité aux VLE	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10	Sans objet
8	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Mesure périodique	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III	Sans objet
10	Système de traitement des fumées	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4	Sans objet
11	Livret de chaufferie	Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit réaliser le contrôle de l'efficacité énergétique de ses chaudières.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubrique 2910 - Combustion

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 29/07/2025, article R511-9	
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique ICPE	
<b>Prescription contrôlée :</b>  Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	
A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est :	
1. Supérieure ou égale à 20 MW, mais inférieure à 50 MW	(E)

2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	(DC)
--	------

**Constats :**

L'établissement est équipé des installations suivantes :

- 1 chaudière au gaz naturel de 13,6 MW ;
- 1 chaudière au gaz naturel de 16,6 MW utilisée en secours ;
- 1 groupe électrogène au fioul de 3,2 MW.

L'exploitant avait précisé dans un porter-à-connaissance du 20/05/2021 que les 2 chaudières ne peuvent pas fonctionner en même temps.

Dans ce cas, le guide ministériel "Combustion" de novembre 2019 précise : « Si deux appareils sont dans l'impossibilité technique de fonctionner simultanément (de fait ou imposée dans ce but par arrêté préfectoral), la puissance considérée est la valeur maximale parmi les sommes de puissances des appareils pouvant fonctionner en même temps. »

Ainsi, le courrier préfectoral du 22/11/2024 met en évidence que le site est à Déclaration pour la rubrique 2910 avec une puissance thermique nominale totale de 19,8 MW (16,6 MW + 3,2 MW).

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 2 : Registre MCP**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 18/12/2018, article R. 515-114 et R. 515-115 et R.515-116

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recensement installations MCP

**Prescription contrôlée :**

R. 515-114 :

I. L'exploitant d'une installation de combustion moyenne communique à l'autorité compétente les informations suivantes :

- le nom et le siège social de l'exploitant et l'adresse du lieu où l'installation est implantée ;
- la puissance thermique nominale de l'installation de combustion moyenne, exprimée en MW thermiques ;
- le type d'installation de combustion moyenne (moteur diesel, turbine à gaz, moteur à double combustible, autre moteur ou autre installation de combustion moyenne) ;
- le type et la proportion des combustibles utilisés, selon les catégories de combustibles établies à l'annexe II de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015 relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes ;
- la date de début d'exploitation de l'installation de combustion moyenne ou, lorsque la date exacte de début d'exploitation est inconnue, la preuve que l'exploitation a débuté avant le 20 décembre 2018 ;
- le secteur d'activité de l'installation classée ou l'établissement dans lequel elle est exploitée (code NACE) ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- le nombre prévu d'heures d'exploitation annuelles de l'installation de combustion moyenne et la charge moyenne en service ;</li> <li>- dans le cas où l'installation de combustion moyenne fonctionne moins de 500 heures par an dans des conditions fixées par un arrêté du ministre chargé des installations classées, un engagement à ne pas dépasser cette durée maximale de fonctionnement. »</li> </ul> <p>II. Ces informations sont communiquées :</p> <p>1° Pour les installations mises en service avant le 20 décembre 2018 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- au plus tard le 31 décembre 2023 pour les installations de puissance supérieure à 5 MW ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>2° Pour les autres installations, avant l'autorisation, l'enregistrement ou la déclaration mentionnés aux articles L. 512-1, L. 512-7 et L. 512-8. »</p> <p>R.515-115 :</p> <p>[...] Il actualise les informations demandées à l'article R. 515-114, en tenant compte, le cas échéant, des demandes de l'autorité administrative compétente.</p> <p>R.515-116 :</p> <p>I . Les informations prévues à l'article R. 515-114 « , le cas échéant actualisées dans les cas prévus à l'article R. 515-115, » sont communiquées à l'autorité administrative compétente par voie électronique selon des modalités définies par un arrêté du ministre chargé des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté dans le recueil des données concernant les installations moyennes de combustion que l'exploitant a réalisé la déclaration de ses installations de combustion dans le registre MCP .</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Combustible

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contrôle du type combustible pour classement 2910-A</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les combustibles à employer correspondent à ceux figurant dans le dossier de déclaration [...] Ceux-ci ne peuvent être d'autres combustibles que ceux définis limitativement dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910-A.</p> <p>Le combustible est considéré dans l'état physique où il se trouve lors de son introduction dans la chambre de combustion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté dans le local Chaufferie la présence de 2 chaudières gaz et d'un groupe électrogène au fioul dans un autre local.</p> <p>Le gaz naturel et le fioul domestique sont des combustibles définis dans la nomenclature des installations classées sous la rubrique 2910.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 1.4.2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Appareils destinés exclusivement à venir en secours d'une chaudière

**Prescription contrôlée :**

Les dispositions des points 6.2.4 et 6.4 de la présente annexe ne s'appliquent pas aux appareils de combustion destinés exclusivement à venir en secours, en cas de défaillance technique, d'un ou plusieurs appareils de combustion autres que turbines, moteurs, générateurs de chaleur directe et pour lesquels l'exploitant s'est engagé à les faire fonctionner moins de 500 heures par an.

**Constats :**

Le site est équipé d'un groupe électrogène destiné à prendre le relais de l'alimentation électrique du site en cas de défaillance accidentelle de celle-ci. Le courant ainsi généré est essentiellement utilisé pour l'alimentation des groupes froids indispensables au stockage des produits finis. Le groupe électrogène est démarré quelques minutes par trimestre pour des tests.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 5 : VLE**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.4

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Conditions de référence

**Prescription contrôlée :**

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm<sup>3</sup>), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec.

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 % dans le cas des combustibles solides, de 3 % dans le cas des combustibles liquides et gazeux.

**Constats :**

Les rapports des mesures des rejets atmosphériques de 2025 mettent en évidence que :

- Les concentrations et les débits sont exprimés dans les conditions normalisées (101,3 kPa, 273 K);
- Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm<sup>3</sup>) sur gaz sec;
- Les résultats sont exprimés dans les Conditions Réglementaires, c'est à dire sur gaz secs dans les conditions normales (1013 mbar ; 273 K) ramenées à une teneur en O<sub>2</sub> de 3%.

Type de suites proposées : Sans suite

**N° 6 : VLE Chaudières**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/12/2021, article 8 et 9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Voir PJ
<b>Constats :</b>  Pour les deux chaudières du site (16,6 MW et 13,6 MW), l'exploitant a présenté les rapports de l'APAVE du 24/09/2025 et du 17/10/2025 avec les analyses des paramètres suivants : débit, O2, NOx, CO. - VLE chaudière de 16,6 MW : le rapport met en évidence des rejets conformes pour le Monoxyde de carbone et les Oxydes d'azote en concentration et en flux. - VLE chaudière de 13,6 MW : le rapport met en évidence des rejets conformes pour le Monoxyde de carbone et les Oxydes d'azote en concentration et en flux.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 7 : Conformité aux VLE**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.2.10
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Action si non respect VLE
<b>Prescription contrôlée :</b>  En cas de non-respect des valeurs limites d'émission prévues au point 6.2 du présent arrêté, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de la conformité dans les plus brefs délais. L'exploitant conserve un relevé des mesures prises pour rétablir la conformité.  Lorsque l'exploitant n'a pas déféré à une mise en demeure prise en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, pour non-respect des valeurs limites d'émissions citées aux points 6.2.4, 6.2.5, 6.2.6 et 6.2.7 de l'annexe I au présent arrêté, il suspend l'exploitation de l'appareil de combustion ne respectant pas les valeurs limites d'émission jusqu'à ce qu'il ait transmis à l'autorité compétente les éléments montrant que l'installation a été rendue conforme aux prescriptions du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a présenté les rapports des mesures des émissions atmosphériques pour les 2 chaudières réalisées en 2025. Ces rapports mettent en évidence le respect des valeurs limites d'émission pour les 2 chaudières sur l'ensemble des paramètres.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Mesure périodique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.I et 6.3.II
--



<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mesure périodique des rejets dans l'air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. L'exploitant fait effectuer [...] une fois tous les deux ans pour les installations de combustion de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW, par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA), une mesure du débit rejeté et des teneurs en O<sub>2</sub>, SO<sub>2</sub>, poussières, NO<sub>x</sub> et CO dans les gaz rejetés à l'atmosphère. Pour les chaudières utilisant un combustible solide, l'exploitant fait également effectuer une mesure des teneurs en dioxines et furanes.</p> <p>Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.</p> <p>II. - La mesure des poussières n'est pas exigée lorsque les combustibles consommés sont exclusivement des combustibles gazeux ou du fioul domestique. La mesure des oxydes de soufre n'est pas exigée si le combustible est du gaz naturel, du biométhane, fioul domestique ou de la biomasse exclusivement ligneuse faisant partie de la biomasse telle que définie au a) de la définition de biomasse.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le combustible étant du gaz naturel, seules les teneurs en CO et NO<sub>x</sub> sont exigées.</p> <p>Les analyses ont été réalisées par APAVE EXPLOITATION France, Agence de Limonest. Cet établissement est bien cité par l'Arrêté du 16 juin 2025 portant agrément des laboratoires ou des organismes pour effectuer certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère.</p> <p>L'inspection a vérifié sur le site LAB'AIR que ce prestataire possède l'agrément pour les analyses de NO<sub>x</sub> et CO.</p> <p>Conformément à son arrêté préfectoral, l'exploitant réalise ces mesures tous les 2 ans (analyses en 2025 et 2023).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 9 : Mesure périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.3.III
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mesure périodique appareil < 500 h/an
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>III. - Pour les appareils de combustion fonctionnant moins de 500 h par an, des mesures périodiques sont réalisées a minima toutes les 1 500 heures d'exploitation. La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La chaudière de 16,6 MW n'est utilisée qu'en secours soit moins de 500 heures par an (360 h en 2024).</p> <p>Néanmoins, conformément à l'arrêté préfectoral du site, cette chaudière fait l'objet de mesures</p>

<p>périodiques tous les 2 ans (voir point n°6).</p> <p>Le groupe électrogène est destiné exclusivement à venir en secours.</p> <p>Ainsi, l'article 1.4 de l'arrêté ministériel du 03/08/2018 précise que les mesures périodiques pour vérifier les VLE ne sont pas applicables aux appareils destinés aux situations d'urgence.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Système de traitement des fumées**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Système de traitement des fumées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de traitement des poussières dans les gaz de combustion aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>II. - Lorsque l'installation met en œuvre des dispositifs de désulfuration des gaz aux fins du respect des VLE, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p> <p>III. - Pour les installations de combustion équipées d'un dispositif de traitement secondaire des NOx pour respecter les valeurs limites d'émission, l'exploitant conserve une trace du bon fonctionnement continu de ce dispositif ou conserve des informations le prouvant.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les chaudières ne sont pas équipées de système de traitement des fumées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 11 : Livret de chaufferie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 6.7
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Livret de chaufferie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les résultats des contrôles et des opérations d'entretien des installations de combustion comportant des chaudières sont portés sur le livret de chaufferie.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté le livret de chaufferie, complété par un dossier informatique, qui permet le suivi des contrôles et des opérations de maintenance et d'entretien des chaudières.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 12 : Efficacité énergétique**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 03/08/2018, article 3.9
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Efficacité énergétique
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant d'une chaudière mentionnée à l'article R. 224-21 du code de l'environnement fait réaliser un contrôle de l'efficacité énergétique conformément aux articles R. 224-20 à R. 224-41 du code de l'environnement ainsi qu'aux dispositions de l'arrêté du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Conformément à l'article R.224-28 du code de l'environnement, l'exploitant réalise chaque trimestre des contrôles de rendement de ses installations.  Le contrôle du rendement d'une chaudière est un des points de contrôle de l'efficacité énergétique d'un appareil de combustion.  Par conséquent, l'exploitant ne réalise pas l'intégralité du contrôle de l'efficacité énergétique des chaudières.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant fait réaliser un contrôle périodique de l'efficacité énergétique de ses chaudières par un organisme accrédité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 4 mois</p>